

## **2018 : priorités pour le groupe Ecolo au Parlement de Wallonie**

### **- Dossier de presse -**

#### **Introduction**

L'année 2017 a été une année inédite pour la Wallonie. Faut-il rappeler les scandales ? Non. Faut-il rappeler le changement de configuration gouvernementale ? Sans doute pas davantage. Il faut en tout cas évoquer la fatigue démocratique chez un certain nombre de Wallons, qui est inquiétante.

De son côté, le nouveau Gouvernement MR-cdH cherche à mettre en relief des marqueurs de changement et ne lésine en tout cas pas sur la communication et sur l'emphase. On pense notamment aux déclarations récentes sur le Plan d'investissement ou les *plus-de-800-décisions-prises-en-6-mois-par-ce-nouveau-Gouvernement*. Si l'accent est mis sur la quantité, on a en tout cas quelques doutes sur la qualité...

Plus que jamais, Ecolo veut porter une voix alternative et montrer la voie vers une Wallonie plus verte, plus juste et plus démocratique.

Durant l'année qui vient de s'écouler, le Parlement et le Gouvernement ont d'ailleurs de nouveau fini par suivre les écologistes sur plusieurs enjeux, notamment l'abandon de la méga-centrale biomasse et la résolution climat. L'ambition des 4 députés Ecolo est de continuer, en proposant encore et toujours des solutions, en essayant de faire bouger les lignes et de faire avancer la Wallonie.

#### **Enjeux climatiques et environnementaux**

##### **Climat et Pacte énergétique**

L'élaboration d'une Wallonie Bas Carbone est un enjeu essentiel pour les écologistes. Il est structurant de nombreuses politiques. Il donne la vision de ce que nous voulons que notre Région soit demain. Les risques très graves que le dérèglement climatique font peser sur l'avenir de l'Humanité nous conduisent à vouloir changer radicalement notre modèle de développement : sortie du nucléaire et des énergies fossiles pour s'orienter progressivement vers uniquement de l'énergie renouvelable ; efficacité énergétique poussée à son maximum (nouvelles technologies, isolation des bâtiments) pour réduire la quantité d'énergie dont nous avons besoin. Notre agriculture doit être basée sur les circuits courts et notre économie, dé-carbonée.

C'est tout cela que nous avons introduit dans la résolution « Wallonie Bas Carbone » adoptée à l'unanimité du Parlement en septembre dernier. Les discours ne suffisent cependant pas, ce sont des actes qui sont attendus et, pour ce Gouvernement, des actes suffisamment concrets et forts pour respecter les engagements de long terme pris avec l'adoption de la résolution et « faire sa part du chemin » dans le cadre d'une trajectoire de long terme ambitieuse. L'accord de gouvernement est totalement insuffisant à cet égard et doit être complété d'actions nouvelles et plus fortes. Nous devons par exemple nous donner de nouveaux objectifs en matière de renouvelables, après l'abandon, justifié, du projet de mega centrale biomasse ou donner la pleine puissance du soutien aux ménages en matière d'isolation, après l'échec cuisant de la réforme Furlan. Malgré les annonces, le budget 2018 est en baisse. Ecolo y veillera à chaque décision de ce Gouvernement.

A l'échelle belge, le cadre du Pacte énergétique interfédéral est nécessaire pour permettre à chaque entité de déployer ses propres politiques, dans le respect des compétences de chacun. L'échec à ce stade de l'aboutissement de ce pacte, visant à confirmer la sortie du nucléaire et du fossile, décarboner l'économie et développer les énergies renouvelables, nous amène à pousser les Parlements à ce saisir de la question. Nous déposons donc cette semaine le pacte énergétique, tel qu'élaboré par les 4 ministres de l'énergie, sur la table du Parlement de Wallonie pour adoption et application à notre Région. Nos collègues dans les autres Parlements font de même.

## **Mobilité**

Dérèglement climatique, Wallonie bas carbone... ce ne sont pas que de grands concepts éloignés, ces enjeux se retrouvent dans notre quotidien et notamment dans notre façon de nous déplacer.

Les constats sont connus et sont toujours plus alarmants en matière d'émissions CO<sub>2</sub>, de pollution de l'air et d'embouteillages. Pire, la situation va continuer à se détériorer : à politique inchangée, le trafic augmentera de 22% d'ici 2030, diminuant la vitesse moyenne de 24% aux heures de pointe<sup>1</sup>.

Il est donc plus que temps de quitter la *politique inchangée* et d'inverser réellement la tendance. Ecolo relance donc ses propositions d'investir massivement dès 2018 dans le développement des infrastructures (sites propres, parkings P+R, intermodalité, ...), autant pour augmenter l'attractivité des transports en commun que pour encourager la pratique des modes actifs.

Il importe également de respecter le contrat de service public du Groupe TEC pour lui permettre de développer l'offre (liaisons express, bus à haut niveau de service, extension des fréquences et horaires).

## **Aménagement du territoire**

En dehors de ces réponses concernant nos moyens de transport, et nos façons de nous déplacer, nous pouvons aussi répondre à ce double enjeu de mobilité ET de lutte contre le réchauffement climatique en réfléchissant à la façon dont nous organisons notre territoire.

C'est évidemment en amont, dans la structuration de notre territoire, que nous pouvons le plus fort agir sur notre quantité de déplacements et le type de mobilité dont nous avons besoin. Les discours sur la lutte contre l'étalement urbain, la sortie du tout à la voiture ou la fin des commerces périurbains sont sympathiques, mais vains s'ils ne sont pas suivis de politiques adéquates. Nous proposer ainsi de fixer des objectifs concrets en matière de logement pour répondre au défi démographique et localiser ces logements près des services et des moyens de transports publics.

---

<sup>1</sup> Bureau du Plan, 2016.

C'est ce que le projet de SDER 2013 soumis à enquête publique prévoyait 320.000 logements à répartir adéquatement sur le territoire.

Après un CoDT amputé de la possibilité de mener une politique d'aménagement du territoire régionale et volontariste, c'est dans le Schéma de développement territorial que doivent être rencontrés d'énormes enjeux. Notre territoire n'est malheureusement pas envisagé comme un outil réellement dans les mains de la Région pour maîtriser son développement, il est plutôt vu comme une juxtaposition de communes qui mènent des politiques plus ou moins volontaristes ... ou pas. Cette année 2018 sera un moment important de ce point de vue puisque le nouveau projet de territoire va être adopté par le Gouvernement, après l'enquête publique dans les communes.

## **Economie et emploi**

En termes de structuration de notre territoire, l'économie occupe évidemment une place centrale. Pour le transport de matières premières et de marchandises et le déplacements des travailleurs entre leur domicile et leur lieu de travail, bien sûr, mais aussi dans la conception même des flux d'énergie et de matières entre les différentes activités économiques.

### **Zonings**

Pour se dé-carboner, notre économie doit notamment devenir circulaire. Le Gouvernement en parle beaucoup, mais jusqu'ici, il n'y a pas d'infléchissement majeur de notre économie vers une économie circulaire.

Ceci a pu être observé lorsque le Gouvernement PS-CdH a complètement raté l'occasion d'inclure cette dimension dans la réforme des zonings d'activités économiques. On continuera de prendre comme paramètres principaux la disponibilité en terrains et l'équipement en infrastructures. Or, c'est l'organisation et surtout la localisation des entreprises les unes par rapport aux autres pour minimiser les flux de matières et d'énergie qu'il faut au contraire considérer en premier lieu si on veut développer une réelle économie circulaire en Wallonie.

### **Alliance emploi-alimentation**

Les emplois de proximité sont en effet essentiels. La réponse du Gouvernement ne peut être de seulement gérer les exclusions du chômage ni de régler l'enjeu des métiers en pénurie sans vision systémique et structurelle à moyen et long terme.

C'est pourquoi la formation en alternance et la formation continue restent des enjeux importants. Des moyens importants doivent être consacrés à la formation des jeunes et au développement, par le Forem, d'une approche de la validation des compétences qui fait aujourd'hui cruellement défaut.

Pour Ecolo, l'alliance Emploi-environnement, ciblée sur l'isolation et la rénovation, qui a été quasi abandonnée par le précédent gouvernement, pourrait être relancée, si les annonces du Plan wallon d'investissement sont réalisées. Les 890 millions d'investissement prévus dans l'amélioration de l'efficacité énergétique des entreprises et des logements privés doivent se réaliser en valorisant au maximum les savoirs faire et les ressources de la Wallonie.

Nous pensons qu'il est temps de déployer une nouvelle alliance Emploi-environnement, ciblée sur l'agriculture et l'alimentation.

Cette nouvelle alliance Emploi-environnement alimentation permettra de remettre de la valeur ajoutée dans la transformation des productions agricoles de Wallonie, pour des produits de qualité, sains et durables. Le raccourcissement des chaînes de production, la valorisation des produits de qualité, fournis en priorité pour les besoins des wallons et notamment dans la restauration collective sont des objectifs essentiels. Si les 15 millions prévus au plan d'investissement pour les halls-relais agricoles sont évidemment intéressants, ils doivent évidemment être accompagnés des incitants à la formation et à l'emploi dans ce secteur, du soutien au crédit et d'aide à la gestion. En effet, de nombreux emplois non délocalisables sont à créer dans ce secteur, cependant les filières doivent être reconstruites.

Ecolo estime en outre que les interlocuteurs sociaux doivent être davantage associés pour définir les orientations économiques de la Wallonie et réunir les forces vives autour des initiatives prioritaires à prendre. Cette opportunité est d'autant plus impérieuse pour un Gouvernement minoritaire, qui repose sur 42 % de la population.

Ecolo appelle donc le Gouvernement à relancer la concertation sociale wallonne.

## **Être bien en Wallonie**

### **Allocations familiales et lutte contre la pauvreté**

*Viva for life* nous le rappelle chaque année : un enfant sur quatre vit sous le seuil de la pauvreté. Il existe des suppléments sociaux. C'est une bonne chose. Malheureusement, ils ne sont pas suffisants pour réellement lutter contre la pauvreté. Pour notre part, nous voulons augmenter la part du budget destiné aux suppléments sociaux pour qu'ils endiguent vraiment la pauvreté. De plus, les suppléments sociaux tels que prévus par le Gouvernement sont conditionnés à des paliers de revenus (30.000€ et 50.000€). Il faut un système plus progressif qui évite des effets de seuils. Concrètement, nous proposons de passer d'un système de palier à une grille.

Par ailleurs, les allocations familiales sont aussi un levier qui permet de lutter contre la pauvreté, ou d'empêcher certaines familles d'y tomber. Or, certaines familles wallonnes vont perdre de l'argent avec le nouveau système qui vient d'être déposé au Parlement, par rapport à d'autres familles dans la même situation, jusqu'à 100€/mois selon qu'un enfant sera né avant ou après le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Pour nous, il faudrait laisser aux familles le choix entre l'ancien et le nouveau système, et instaurer un objectif « Zéro formalité » pour les familles à cheval sur 2 Régions, et qui passent donc d'un système à l'autre.

### **Santé environnementale**

Le bien-être en Wallonie, mais aussi la lutte contre la pauvreté et la précarité, ça passe aussi par la santé et, spécifiquement par la santé environnementale.

La santé environnementale n'est l'objet de l'attention d'aucun Ministre, comme en témoignent notamment les multiples questions et interpellations déposées au Gouvernement sur la santé des habitants de Cortil Wodon, et l'extension de la protection des riverains en Hesbaye ou en Brabant wallon, tout cela sans qu'une action volontariste n'en découle.

Or, la responsabilité des autorités régionales est importante : nous voulons que les précautions soient prises, en particulier envers les publics fragiles (les bébés et les femmes enceintes, les personnes âgées). Il faut aussi accélérer la fin de l'usage des pesticides pour les particuliers et offrir un soutien massif à l'agriculture biologique et aux alternatives aux pesticides.

La transition de notre agriculture doit être prioritaire. La réforme de la PAC devrait être une opportunité à saisir pour revaloriser encore l'ancrage territorial de la production agricole, et pour limiter notre dépendance aux exportations et notre recours aux importations de produits bio. Il faut fournir des produits sains aux consommateurs, soucieux de leur santé, et payer un juste prix aux producteurs.

Ce faisant, nous redynamisons aussi la Wallonie sur le plan économique, vu que ces secteurs sont porteurs de nouveaux emplois. Je terminerai aussi en rappelant la nécessité de canaliser en parallèle les volontés actuelles de conclure des traités d'échange internationaux comme le CETA, TTIP ou le MERCOSUR, qui mettent à mal notre indépendance, nos normes de qualité, les emplois locaux,...

### **Allongement de la durée de vie**

Garantir la santé des Wallonnes et des Wallons, c'est aussi leur permettre de vivre mieux et plus longtemps. Mais il faut alors leur permettre de vieillir dans la dignité. C'est la raison d'être de l'assurance-autonomie, mais pas dans sa forme actuelle forfaitaire et injuste.

Ecolo souhaite que l'assurance autonomie respecte ces deux principes:

- Autonomie universelle : La personne doit pouvoir choisir le service qui lui convient le mieux pour compenser sa perte d'autonomie: un service à domicile, mais également un centre de jour, une aide mobilité ou encore un service d'hébergement.
- Cotisation progressive : Ecolo plaide fermement pour une cotisation progressive liée aux revenus, au nom des principes de solidarité.

### **Conclusion**

Pour ne pas conclure, il reste aussi un travail important pour moderniser les pratiques politiques et la gouvernance publique.

Il y a ce qui avance, comme la réforme des décrets faisant suite aux recommandations de la commission d'enquête Publifin.

Il y a ce qui n'avance pas et inquiète, comme la situation au sein du Groupe Publifin et la résignation ou la soumission du Gouvernement.

Dans ce contexte, nous voudrions adresser un message au Gouvernement à propos de l'enjeu des hauts dirigeants de l'administration / des organismes.

La Wallonie a trop souffert de la politisation, de la désignation de personnes sur une base partisane, avec ou sans compétence. Il y a eu des démarches pour en sortir, comme l'Ecole d'administration publique et le régime des mandats.

Il faut renforcer ces démarches et non les affaiblir ou les démanteler.

Nous engageons le MR, en particulier, à résister à la tentation de rééquilibrage face au PS, autant qu'à se méfier du CDH et à ses réflexes de lotissement.

En tout cas, 2018 doit être une année utile pour la Wallonie, une année de concrétisation. C'est certes une année d'élection communale mais il importe que l'intérêt régional prévale. Il reste beaucoup à faire et il ne reste que peu de temps pour relancer la Wallonie et améliorer durablement la qualité de vie des Wallons.